

## Guinée

# Rôle de Revenue Watch Institute

Revenue Watch Institute (RWI) est une organisation indépendante à but non lucratif qui travaille pour la bonne gouvernance, une régulation adéquate et la responsabilité des pouvoirs publics dans la gestion des ressources issues des industries extractives. Nous mettons à disposition des citoyens et des gouvernements les outils pour garantir durablement les avantages que les ressources naturelles peuvent conférer.

### CONTEXTE

RWI assure la promotion du dialogue entre les gouvernements, les citoyens et les sociétés minières internationales par l'utilisation d'une gamme d'activités de recherche, d'assistance technique, de renforcement des capacités, de plaidoyer et de partenariat financier. En particulier, RWI offre une assistance technique aux gouvernements pour la révision de la législation minière, les revues et l'administration des contrats et la gestion efficace et transparente des revenus.

En Guinée, la Présidence de la République a demandé l'assistance de RWI pour l'appuyer dans la révision de la législation minière et le processus de revue des contrats miniers.

A ce jour, nous avons un coordinateur basé à Conakry, des responsables de programme au siège de RWI et dans notre bureau régional à Accra, ainsi qu'un réseau d'experts internationaux sur des questions techniques, juridiques et économiques liées au secteur minier. Nous travaillons en partenariat avec l'International Senior Lawyers' Project, qui met à disposition du gouvernement des avocats expérimentés dans les transactions internationales. Ces avocats offrent leurs services « pro bono » et permettront de renforcer les capacités de négociation guinéennes face aux multinationales.

### DES CONSEILS TECHNIQUES AU GOUVERNEMENT GUINÉEN

RWI prévoit de fournir des conseils et des informations au gouvernement de la République de Guinée sur plusieurs points:

- **Révision du Code Minier:** RWI partagera les meilleures pratiques internationales et recommandera des systèmes de gouvernance et des structures capables de rendre des comptes aux citoyens. RWI offrira aussi des conseils sur les questions de finances publiques liées à l'industrie minière. Ce travail appuiera les efforts du gouvernement dans le développement d'un code minier qui instaure la transparence, une supervision forte du secteur et un partage équitable des revenus pour la Guinée, tout en améliorant l'attractivité du pays pour les investisseurs.
- **Revue des contrats:** Lorsque le Gouvernement commencera l'examen des contrats miniers existants, RWI étudiera leur conformité aux pratiques internationales and évaluera dans quelle mesure ils aident la Guinée à développer ses intérêts. Ces conseils pourront comprendre des analyses juridiques et financières qui aideront le Gouvernement à estimer l'impact des contrats et à se préparer en vue de toute négociation que l'Etat pourrait décider d'entreprendre.
- **Transparence et responsabilité vis-à-vis des citoyens.** A travers son appui au processus de réforme du secteur minier, RWI conseillera le gouvernement sur la façon d'accroître la transparence ainsi que le rôle des citoyens dans les choix de politiques publiques.

Les conseils fournis au gouvernement par RWI seront en cohérence avec notre expérience internationale et nos valeurs. Au final, le gouvernement décidera quels éléments de nos conseils sont adaptés à la Guinée et doivent être incorporés dans ses orientations politiques.

Notre assistance technique est coordonnée par un coordinateur de projet basé à Conakry. Institutionnellement, RWI est lié à la Présidence de la République; le coordinateur est hébergé au sein du Ministère des Mines et de la Géologie, et travaille au quotidien avec les fonctionnaires de ce Ministère.

### APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE GUINÉENNE

En plus des conseils fournis au gouvernement, RWI soutient activement la société civile guinéenne sur les questions de transparence, de responsabilité de l'Etat et de gestion efficace du secteur minier. Nous travaillons de près avec la Coalition Publiez ce Que Vous Payez en Guinée, le Programme Concerté de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéennes (PROJEG), et d'autres organisations mobilisées pour une meilleure

gouvernance des secteurs minier, pétrolier et gazier. Nous travaillons beaucoup sur l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE). RWI cherche à aider les citoyens à acquérir les connaissances nécessaires pour s'impliquer sur la formulation des politiques nationales minières, la surveillance de l'industrie et ses relations avec les citoyens, et, l'utilisation des recettes issues du secteur minier.

Le programme de RWI concernant la société civile est coordonné par notre Directrice Régionale Adjointe pour l'Afrique Sub-Saharienne basée à Accra, au Ghana.

## L'EXPÉRIENCE DE RWI EN AFRIQUE DE L'OUEST

RWI a une longue expérience en Afrique de l'Ouest.

- **Sierra Leone.** Nous avons conseillé le gouvernement lors de négociations liées à une importante mine de diamants, sur le développement d'une politique pétrolière ainsi que sur les réformes de la législation pétrolière. Nous avons fourni des formations et des dons aux organisations de la société civile militant pour plus de transparence, et nous avons aidé à former le Parlement pour qu'il puisse effectivement superviser les industries extractives.
- **Ghana.** RWI a participé à la création d'un centre de formation régionale, qui offre des formations à la société civile, aux représentants des administrations locales et aux parlementaires de toute l'Afrique. Nous avons soutenu la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez dans la promotion d'une transparence accrue dans les contrats et les revenus des secteurs minier et pétrolier du Ghana. Nous avons offert des conseils au gouvernement sur le « Petroleum Revenue Management Act », qui établit les grandes lignes de la gestion responsable et sur le long terme de la richesse pétrolière du pays.
- **Nigeria.** RWI fournit un soutien technique et managérial à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives de Bayelsa, dans laquelle des représentants du gouvernement et des organisations de la société civile travaillent ensemble à la promotion d'une transparence accrue dans un Etat du Delta du Niger riche en pétrole. Nous sommes co-organisateurs de la Facilité pour la Transparence du Secteur Pétrolier, qui assistera le gouvernement nigérian dans la mise en place de nouveaux systèmes pour la gouvernance transparente du secteur pétrolier.
- **Liberia.** Nous offrons des formations à des représentants du gouvernement sur le développement de politiques et de législations qui instaurent une gestion saine du secteur pétrolier. Nous avons analysé la renégociation d'importants contrats de concessions effectuée par le pays et en avons tiré des leçons instructives qui pourraient bénéficier à d'autres pays africains.
- **Niger.** Nous avons conseillé la commission chargée de rédiger la Nouvelle Constitution, qui engage l'Etat à publier les contrats et les recettes fiscales du secteur minier.